Les alliés des États-Unis se tournent vers la Chine : le déclin de la puissance américaine

○ Abonnez-vous à la newsletter Substack de Lena : https://www.worldaffairsincontext.com ○ Regardez les vidéos SANS PUBLICITÉ et soutenez la chaîne sur Patreon : https://www.patreon.com /LenaPetrova ○ Abonnez-vous sur YouTube : https://www.youtube.com/channel /UCrbT82fJGrSRXkNaxE7aYPQ/join ○ Suivez le Dr Warwick Powell sur X : https://x.com/baoshaoshan Abonnez-vous à la chaîne YouTube TIO Talks du Dr Warwick Powell : @TIOTalksWithWarwickPowell Suivez Warwick sur Substack : https://warwickpowell.substack.com/ SOUTENEZ LA CHAÎNE : ○ PayPal : https://paypal.me/LenaPetrovaChannel ○ Offrez-moi un café : https://ko-fi.com/lenapetrova RESTEZ CONNECTÉ : ○ X : https://x.com/LenaPetrovaOnX ○ Telegram : https://t.me /LenaPetrovaOnTelegram ○ Facebook : https://www.facebook.com/lenapetrovacpa ○ Instagram : https://www.instagram.com/lenapetrova_world_affairs REGARDEZ PLUS DE VIDÉOS : ○ World Affairs In Context : https://www.youtube.com/@lenapetrova ○ Behind The Numbers - Business, Taxes & Personal Finance : https://www.youtube.com/@lenapetrovaCPA Aimez, partagez et abonnez-vous à *World Affairs In Context* et activez les notifications pour rester informé. #géopolitique #économiemondiale #politiqueinternationale #relationsinternationales #économiechinoise #WarwickPowell #rivalitéuschine

#Lena

Bienvenue à tous. Merci beaucoup de nous rejoindre. Je suis Lena Petrova et je vous présente un nouvel épisode du podcast *World Affairs in Context*. Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir notre très bon ami, le Dr Warwick Powell. Warwick est professeur associé à l'Université du Queensland, où il travaille à l'intersection de la Chine, de l'économie politique mondiale et de la gouvernance. Il tient également une excellente chaîne YouTube, *TIO Talks*, dont je suis une grande admiratrice, et je mettrai le lien dans la description de la vidéo ci-dessous. N'oubliez pas de vous y abonner. Warwick, merci beaucoup d'être avec nous aujourd'hui. C'est un vrai plaisir de te voir.

#Warwick

C'est un plaisir d'être avec vous aussi.

#Lena

Jusqu'à présent, cette année a été extrêmement riche en événements, c'est le moins qu'on puisse dire. Parmi tous ces événements, on a observé un changement très net dans la rhétorique des dirigeants occidentaux à l'égard de la Chine. Ce qui m'a particulièrement marqué, ce sont deux

visites consécutives — d'abord celle du Premier ministre canadien Carney, puis, quelques jours plus tard, celle du Premier ministre britannique Keir Starmer. Après près d'une décennie de refroidissement envers la Chine, tous deux s'y sont rendus dans un contexte de tensions persistantes avec Washington et avec Trump. Ces déplacements semblent révéler un certain décalage entre le discours public anti-chinois dans ces pays et une approche plus pragmatique dictée par les besoins économiques. Alors, du point de vue du Royaume-Uni et du Canada, pensez-vous qu'il s'agisse d'une stabilisation économique, d'une stratégie géopolitique de précaution, ou simplement d'une tentative de limiter les dégâts après des années de tensions avec la Chine ?

#Warwick

Écoutez, je pense que cela reflète vraiment une évaluation des gouvernements du Royaume-Uni et du Canada selon laquelle les changements qui se déroulent dans le monde depuis dix ans — pas seulement au cours des dix ou douze derniers mois, mais, disons, au cours de la dernière décennie — exigent une recalibration stratégique. On ne prend pas le genre de décisions qu'ils ont clairement prises, à savoir se réengager avec la Chine à un niveau très important, à moins de penser que les transformations en cours dans le monde sont là pour durer. S'ils considéraient que le comportement erratique des États-Unis, et les risques qu'il fait désormais peser sur la stabilité économique mondiale, n'étaient qu'un phénomène à court terme — autrement dit, une question liée à Donald Trump — alors je pense que beaucoup de ces pays se contenteraient d'attendre et d'espérer qu'un changement d'administration à Washington, dans trois ans, permettrait au monde, pour ainsi dire, de « revenir à la normale ».

Mais il est clair, à mon avis, que Londres et Ottawa ont décidé qu'il existait une nouvelle normalité — qu'il n'y aurait pas de retour à la situation d'avant — et qu'ils doivent entamer un processus de réajustement de leurs relations internationales, principalement sur le plan économique. Cependant, je pense qu'à moyen terme, cela va aussi conduire à la nécessité de dialoguer avec des pays comme la Chine sur des questions de gouvernance mondiale. La stabilisation économique est donc essentielle. Nous savons que, au cours des douze derniers mois, l'administration Trump a sérieusement perturbé les relations commerciales bilatérales que ces pays entretiennent notamment avec les États-Unis. Mais les États-Unis ont également cherché à bouleverser plus largement les mécanismes de gouvernance mondiale, et les pays n'apprécient généralement pas beaucoup cela.

Les États-nations fonctionnent réellement mieux dans des environnements relativement stables, car ils ne se déplacent pas rapidement. Ce sont de très grands systèmes qui, comme vous le savez, ne peuvent pas simplement changer de direction du jour au lendemain. Ils ont donc besoin d'avoir une compréhension à long terme des transformations structurelles qui se produisent dans le monde. Je pense que nous assistons à une prise de conscience : la période de la Pax Americana est terminée — l'ère du libéralisme, et en particulier du néolibéralisme, est arrivée à son terme — et les trente-cinq années de primauté américaine ont également atteint leur point final. Ce point final, d'ailleurs, n'est pas 2026. Il se situe quelque part dans la dernière décennie, mais il a fallu tout ce temps pour que ces réalités s'intègrent dans les processus de réflexion des gouvernements et des bureaucraties.

#Lena

Trump a été visiblement contrarié par la visite du Premier ministre Carney en Chine et par le fait qu'il ait effectivement travaillé sur plusieurs accords, dont un accord de production de véhicules électriques. Au début, il a déclaré : « Eh bien, si vous pouvez conclure un accord avec la Chine, vous devriez absolument le faire. » Puis, littéralement trois ou quatre jours plus tard, il est revenu sur ses propos et a dit : « Eh bien, nous n'allons pas laisser cela se produire. » Carney a répondu, mais il était clair que Donald Trump s'est senti assez menacé par le fait que le Canada déclare ouvertement : « Nous sommes prêts pour ce nouveau cadre mondial, dans lequel nous collaborons avec divers États — et en particulier la Chine — indépendamment de l'idéologie et de nos relations passées. » Alors, pensez-vous que ces voyages, tant celui du Premier ministre Starmer que celui du Premier ministre Carney, aient été en quelque sorte coordonnés avec les États-Unis ? Ou bien ont-ils simplement été tolérés discrètement par Washington ?

#Warwick

Écoutez, je ne pense pas qu'ils soient vraiment bien tolérés par Washington, pas du tout, et on le voit d'ailleurs dans la façon dont le président Trump a réagi à la visite de Carney et à ce qui s'est passé ensuite. Vous savez, une partie de la fanfaronnade et de la rhétorique des États-Unis — et de Trump en particulier — consiste à balayer les actions des autres comme si elles étaient insignifiantes ou sans importance, parce qu'on ne veut pas donner l'impression que ces choses vous affectent ou comptent pour vous. Mais quelques jours plus tard, comme vous le dites, Trump lui-même a très mal réagi au fait que le Canada avançait avec toute une série d'accords qu'il considérait soit comme contraires aux intérêts américains, soit comme des initiatives qui auraient dû être prises par les États-Unis.

Donc, en ce qui concerne les véhicules électriques, il est assez clair que le gouvernement canadien cherche désormais à atteindre deux objectifs. Le premier est un objectif à plus long terme : développer des capacités autour des véhicules électriques eux-mêmes et mettre en place une capacité de production. Pour y parvenir, il faut collaborer avec les leaders technologiques de ce secteur industriel particulier — c'est-à-dire la Chine. En rendant cela possible, il est également évident que le Canada ouvre son marché, dans une certaine mesure. Les barrières qui existaient jusqu'à, disons, il y a une semaine environ, ont essentiellement commencé à tomber. Maintenant, on ne parle pas de chiffres importants.

Nous parlons d'environ 50 000 véhicules électriques entrant au Canada au total, dans un marché qui absorbe près de 2 millions de voitures neuves par an. Je ne pense donc pas qu'il s'agisse d'une grande question économique, mais plutôt d'une question symbolique importante. Cela ouvre la voie aux fabricants chinois de véhicules électriques pour explorer comment ils peuvent collaborer avec des entreprises canadiennes afin de développer des capacités de production locales. L'année dernière, ou celle d'avant, pendant la campagne électorale aux États-Unis, le président Trump, lors d'

une de ses haltes à Detroit, a d'ailleurs évoqué la possibilité que des fabricants chinois de véhicules électriques installent des usines aux États-Unis et emploient des Américains pour produire des véhicules électriques fabriqués en Amérique.

Le Canada a pris de vitesse les États-Unis, et je ne pense pas que cela ait été très bien perçu. L' autre point important à garder à l'esprit, c'est que depuis quelques mois, les États-Unis ont clairement fait savoir qu'ils considéraient l'Amérique du Nord et du Sud — donc l'Amérique latine, mais aussi le Canada, jusqu'au Groenland — comme leur véritable domaine. Et lorsque leur plus grand voisin économique, le plus avancé, en l'occurrence le Canada, commence à suivre sa propre voie, notamment dans le sillage du discours de Carney à Davos, on comprend comment cela sape les efforts de Washington pour exercer une influence sans partage sur cette partie du monde.

Le Canada fait d'autres choses aussi, Lena. Il ne s'agit pas seulement des véhicules électriques. Le pays a clairement décidé qu'il ne pouvait plus poursuivre une stratégie économique qui laisse ses industries d'exportation, en particulier, exposées au risque d'un marché unique — à savoir, le marché américain. Historiquement, plus de 70 % des exportations canadiennes étaient destinées aux États-Unis. Cette approche n'est plus considérée comme viable sur le plan stratégique. L'énergie, les véhicules électriques, les produits agricoles — ce sont tous des domaines dans lesquels le gouvernement canadien souhaite une plus grande diversification. Bien sûr, ces efforts ne se font pas à la légère. Comme je le disais plus tôt, ces changements structurels exigent des engagements en capital fixe.

Cela nécessite la construction d'infrastructures. L'énergie, par exemple, implique le développement de toutes sortes de systèmes pour la transporter. Nous voyons de nouvelles usines en construction, et il faudra mettre en place de nouveaux réseaux logistiques, moderniser les ports, et ainsi de suite. Tous ces engagements ne sont pas pris simplement parce que le Canada considère les États-Unis comme un risque à court terme. Le Canada a pris la décision de se diversifier, et cela en soi constitue un message très fort à une époque où les Américains — ou Washington, plus précisément — cherchent à verrouiller l'hémisphère occidental.

#Lena

C'est tellement fascinant, car si l'on prend un peu de recul, cela me rappelle une certaine entente entre les États-Unis et l'Europe — une sorte de « division du travail », pour ainsi dire — selon laquelle l'Europe doit s'occuper de la sécurité européenne, ce qui implique bien sûr de contenir la Russie, tandis que les États-Unis se concentreront sur l'Asie de l'Est, plus précisément sur la lutte contre la Chine. Maintenant que l'on voit le Canada et la Grande-Bretagne admettre qu'il existe un besoin économique de se réengager avec la Chine, je me demande : quelle autonomie le Royaume-Uni et le Canada ont-ils réellement pour définir leur politique vis-à-vis de la Chine sans l'approbation des États-Unis ? Ou bien existe-t-il un intérêt supérieur — un intérêt qui pousse ces pays occidentaux — qui finira par être privilégié au détriment de leurs véritables besoins et réalités économiques ?

#Warwick

Eh bien, ce sont là les points de tension, n'est-ce pas ? Vous savez, ces domaines où les préoccupations en matière de sécurité reposent en grande partie sur des phobies anciennes, vieilles de plusieurs siècles. Les attitudes de l'Europe occidentale et du Royaume-Uni envers la Russie remontent à très longtemps. Ce n'est pas une invention récente. Du point de vue britannique, on peut remonter, par exemple, à la guerre de Crimée du siècle avant le dernier. Mais cette question de la Russie et de l'Europe occidentale a, en un sens, toujours tourmenté les relations entre les capitales d'Europe occidentale et Moscou, qui s'est parfois tournée vers l'ouest, mais à d'autres moments vers l'est. Et, vous savez, la dynamique entre l'Europe occidentale, l'Europe centrale et la Russie demeure la grande question culturelle et politique.

La question économique, à bien des égards, est en réalité bien comprise. C'est simplement que d' autres enjeux viennent souvent la brouiller. Nous savons que l'Europe occidentale dispose de ressources énergétiques locales très limitées et qu'elle a pu alimenter son industrie en important de l' énergie de Russie. Désormais, c'est terminé. Nous ne reverrons pas cela avant une génération, même si c'est évidemment tout proche — accessible, disponible. Oui, on pourrait réparer un pipeline ici ou là, mais cela ne se produira pas avant une génération. La culture, les mentalités, les animosités l'emporteront pour le moment, ce qui signifie que l'Europe se trouve dans une position très difficile.

Il comprend aussi, paradoxalement, que se sevrer du gaz russe l'a en réalité rendue totalement dépendante des États-Unis en tant que fournisseur de GNL, ce qui n'est pas non plus dans l'intérêt économique de l'Europe de l'Ouest. Elle cherche donc maintenant une issue à cette situation. Il existe une voie de sortie, qui passe par une coopération étroite avec la Chine, car ce que la Chine apporte, c'est la capacité pour les sociétés d'Europe occidentale d'accélérer leur propre souveraineté énergétique. Cela inclut toute une gamme de systèmes énergétiques, qu'ils soient renouvelables, nucléaires de petite taille ou autres. Ainsi, à bien des égards, si l'Europe de l'Ouest ambitionne d'être plus souveraine et plus autonome, elle doit résoudre cette question énergétique. Aucune société ne peut fonctionner sans énergie ni nourriture, elle doit donc résoudre sa question énergétique.

La manière dont cela se fera impliquera inévitablement la Chine — c'est inévitable. Le Royaume-Uni, à mon avis, fait face à des défis similaires. C'est une chose de tenir un discours ferme à propos de la Russie, n'est-ce pas ? Mais au bout du compte, si votre économie politique s'effondre et que de plus en plus de personnes dans votre propre société souffrent de sans-abrisme ou d'autres formes de pauvreté, alors, à un certain moment, ces pressions politiques s'accumulent et obligent l'élite politique à réagir d'une manière ou d'une autre. Maintenant, ils peuvent réagir de toutes sortes de façons. Parfois, ils sont très répressifs — ils peuvent réprimer les manifestations et ce genre de choses. Mais en même temps, il y aura des demandes croissantes pour des politiques économiques plus constructives, qui feront réellement une différence, qui redresseront la situation économique du Royaume-Uni, qui redresseront la situation économique de l'Europe occidentale.

Et la contrainte qu'ils ont, c'est qu'ils ne veulent plus être aussi exposés à l'économie américaine qu' ils l'ont été. Ils ne veulent pas non plus être exposés à l'économie russe, pour toutes les raisons que nous comprenons. Donc, ils n'ont nulle part ailleurs où aller. Ils doivent clarifier leur relation avec la Chine, et en faisant cela, ils peuvent stabiliser leurs perspectives à moyen terme. Je pense que c'est en grande partie là où ils en sont. Lorsqu'on ajoute la question de la sécurité à tout cela, je ne suis pas sûr, pour être honnête avec toi, Lena, que la pensée sécuritaire actuelle survivra à la guerre en Ukraine. La réflexion historique sur la sécurité après la Seconde Guerre mondiale tournait autour de l' OTAN en tant que bloc, soi-disant, défensif et cohésif. Cela subit aujourd'hui une pression incroyable, en partie parce que les membres mêmes de l'OTAN n'ont pas d'évaluations alignées des risques et de la situation.

Leurs intérêts ne sont pas uniformes. La deuxième chose, bien sûr, c'est la forte dépendance envers les États-Unis. Les Européens de l'Ouest — nonobstant les responsables de l'OTAN eux-mêmes, mais dans d'autres capitales d'Europe occidentale — hésitent à être aussi exposés à l'hégémonie politique américaine qu'ils l'ont été historiquement. Ils parlent donc de reconstruire leurs capacités nationales en matière d'armement et de production. Cela, en soi, va créer ses propres tensions, n'est-ce pas ? Plusieurs pays s'inquiéteront de voir l'Allemagne devenir le principal fournisseur d'équipements et de capacités militaires pour l'Europe occidentale. Je ne pense pas que les Français verront cela d'un très bon œil, et d'autres auront leurs propres préoccupations. Ainsi, les tensions entre États membres vont s'intensifier.

Nous verrons également, je pense, des tensions au sein de chacun des États membres entre ceux qui souhaitent maintenir un statu quo géopolitique, dans la mesure du possible, et un cadre de politique économique fondé sur les modèles des dernières décennies, face à une population plus nationaliste qui veut que les gouvernements nationaux se concentrent davantage sur le bien-être économique intérieur. Ces tensions vont également s'intensifier dans un avenir prévisible. On le constate dans les sondages, où les partis politiques traditionnels — ceux qui dominent la scène politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale — peinent à eux seuls à rassembler entre 25 et 30 % du soutien populaire.

Et d'autres partis — qu'ils soient à l'extrême droite, pour ainsi dire, ou à l'extrême gauche — commencent à réaliser des percées vraiment significatives. Et c'est parce que les gens sont mécontents. La direction que prennent les pays d'Europe occidentale en 2025 ne répond pas aux attentes d'une proportion croissante de la population. Nous allons donc connaître des tensions au sein même de l'OTAN, des tensions entre les membres les plus influents et, bien sûr, de plus en plus de tensions à l'intérieur des pays, entre différentes parties de la population. Dans un tel contexte, comment le statu quo ante peut-il se maintenir à l'avenir ? Je pense que cela va être très, très difficile.

Et cela signifie qu'à un certain moment, une nouvelle architecture de sécurité devient une question incontournable à aborder. Ce à quoi elle ressemblera reste à déterminer, mais on ne peut pas continuer à maintenir le modèle centré sur l'OTAN alors que tant d'autres problèmes se posent. Il

faudra donc envisager un nouvel accord. Nous avons déjà quelques indices — même s'ils ne seront pas bien accueillis pour l'instant dans les capitales d'Europe occidentale. Ces indices proviennent, bien sûr, des projets de traités présentés par les Russes à la fin de l'année 2021. Ils s'inspirent notamment de l'Acte final d'Helsinki de 1975, qui évoque la notion de « sécurité indivisible ». L'idée que l'Europe occidentale et la Russie doivent trouver un moyen d'assurer une sécurité indivisible sera pour eux une chose très difficile à appréhender.

Mais, vous savez, les pressions politiques et économiques vont, en fin de compte, rendre nécessaire l'affrontement de ces problèmes. L'Occident transatlantique se trouve à un moment, historiquement parlant, où sa domination mondiale de longue date s'est effondrée. Cela crée des tensions des deux côtés de l'Atlantique. Nous voyons même des tensions au sein d'un même côté de l'Atlantique — entre les Canadiens et les Américains. Les Britanniques, bien sûr, doivent eux aussi trouver leur propre voie. Ainsi, le monde de la seconde moitié du siècle dernier et des vingt premières années environ de celui-ci est tout simplement en train de se déliter. Et nous allons devoir tenir bon pendant que l'élite politique essaie de trouver comment changer de cap sans donner l'impression d'être à l'origine des problèmes.

#Lena

Je pense que c'est une dynamique vraiment intéressante, car, de mon point de vue, il semble que la Chine ait été disposée à dialoguer avec les pays occidentaux, mais que ce sont eux qui n'ont pas voulu coopérer — pour diverses raisons — afin de s'entendre sur leurs différences et ainsi avancer et développer de véritables relations constructives. Donc, si l'on regarde, par exemple, la Chine et que l'on essaie de comprendre les choses du point de vue de Pékin, quel est le véritable gain ici ? Est-ce le commerce, l'investissement direct étranger, ou peut-être le renforcement des divisions au sein des élites politiques occidentales que vous venez de décrire ?

#Warwick

Écoutez, je pense que ces divisions sont réelles parce qu'elles reposent sur des problèmes liés à l'économie politique. Et tant que ces questions ne seront pas résolues, il continuera d'y avoir des divisions entre les différentes couches de la société et les élites qui les représentent. La Chine a adopté une attitude très cohérente à l'échelle mondiale. D'une certaine manière, c'est incroyablement ennuyeux, n'est-ce pas ? Les messages qui viennent de Pékin semblent toujours identiques. Les conférences de presse sur les affaires étrangères reprennent littéralement les mêmes formules. Mais il y a une raison à cela — et cette raison, c'est que cette constance apporte en réalité de la stabilité aux autres lorsque les messages ne changent pas.

C'est justement le but. Le fait qu'ils soient répétés à l'infini, c'est le but. Cela vise à dire aux autres, partout dans le monde, que si vous comptez interagir avec nous, vous constaterez que nous — c'est-à-dire les Chinois — sommes prévisibles et fiables, et que rien ne vous choquera ni ne vous surprendra jamais. Et c'est vraiment important, comme nous l'évoquions tout à l'heure. Le

développement économique de la Chine a été sa première priorité depuis, eh bien, environ quatre-vingts ans — une reconstruction nationale après un siècle de faiblesse, de destruction interne, de guerre civile et de guerre contre les Japonais. Il faut se rappeler qu'en 1949 ou 1950, le pays était un champ de ruines.

C'est ce que les gens oublient souvent, je pense — que le gouvernement chinois a bien sûr poursuivi certains conflits civils après 1949, alors qu'il tentait de résoudre les derniers vestiges de différends internes, dont beaucoup restent non résolus aujourd'hui. En même temps, il devait naviguer dans un monde où la guerre froide émergeait. Il faisait face à d'importants problèmes de développement économique. C'était une société très en retard, sur les plans économique et social. Les taux d' alphabétisation étaient très bas, l'espérance de vie était inférieure à 40 ans, et le pays était dans un désordre considérable. Depuis, il s'est engagé dans un programme de rajeunissement et de développement. Et au cours des 40 dernières années — ce qui, pour la plupart d'entre nous, relève encore de la mémoire vivante — il s'est agi d'un programme de développement matériel incroyablement réussi, où la qualité de vie de l'immense majorité des Chinois s'est améliorée.

Les gens, bien sûr, connaissent les infrastructures qui ont été construites et s'en émerveillent. Mais cela faisait partie intégrante de la nécessité de relier les gens entre eux dans un pays et une économie aussi vastes. La Chine a accompli cela tout en évitant de trop gros ennuis. Elle a pu consacrer son temps, ses efforts et ses ressources au développement économique national. Et pour y parvenir, elle avait besoin d'un ensemble de relations stables. Elle comprend d'ailleurs très bien cela — qu'elle recherche la stabilité et la prévisibilité dans son environnement opérationnel, car ainsi elle peut simplement poursuivre ce qu'elle a prévu de faire. Les temps récents ont perturbé cet équilibre, car il y a probablement une dizaine d'années, l'attitude envers la Chine a commencé à évoluer de manière perceptible dans les capitales occidentales.

Et je pense que, de manière intéressante, l'un des aspects souvent passés sous silence est que, comme nous le savons, la Chine était une puissance exportatrice dans les années 2000. En fait, jusqu'en 2015, la majorité des exportations de la Chine vers le reste du monde provenait d' entreprises étrangères opérant en Chine. Lorsque cela a changé — lorsque la majorité des exportations ont commencé à venir d'entreprises chinoises — les attitudes des capitales occidentales à l'égard des exportations chinoises ont également évolué. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait pas eu de plaintes auparavant concernant la surcapacité, mais depuis, nous avons entendu un chœur grandissant de critiques sur les capacités chinoises. Les attitudes ont commencé à changer. Nous avons vu, en 2017 et 2018, la question ouverte se poser aux États-Unis : les vingt années d' engagement en valaient-elles la peine ou non ?

Et la conclusion à laquelle beaucoup étaient parvenus en 2018 était que non, en réalité, ce n'était pas le cas. La Chine n'était pas devenue un « mini-moi ». Elle avait refusé de devenir une autre version d'une démocratie libérale et avait poursuivi sa propre voie — en un sens, elle avait défié l' Occident. C'était d'ailleurs le titre d'un article paru dans le magazine *Foreign Affairs* en 2018 : comment Pékin a défié Washington. Ainsi, vers 2018 ou 2019, on considérait que la Chine avait défié

l'Occident — qu'elle n'était pas docile, qu'elle ne jouait pas selon les règles occidentales, qu'elle ne faisait plus les choses pour l'Occident, autrement dit, qu'elle n'était plus simplement le fabricant de chaussettes bon marché, de T-shirts bon marché et d'électronique à bas prix — et qu'elle nourrissait des ambitions qui mettaient l'Occident très mal à l'aise. Nous l'avons vu plus récemment dans la manière dont J.D. Vance a parlé de l'expérience de développement économique propre à la Chine.

Il a parlé d'emprunter aux paysans pour acheter des choses aux paysans. Il a expliqué comment la mondialisation a échoué parce que, au lieu que ces pays en développement se contentent de fabriquer des produits bon marché pour l'Occident, l'idée scandaleuse qui a émergé était qu'ils avaient décidé qu'ils ne voulaient pas seulement fabriquer des produits bon marché. On commence donc à voir, je pense, un schéma de réaction face à l'émergence du Sud global — en particulier à cause du développement propre de la Chine — qui a provoqué chez les élites occidentales, politiques, culturelles et économiques, un niveau d'anxiété liée au déclassement qu'elles n'avaient jamais connu auparavant. Et sur la base de cette anxiété, nous avons ensuite vu apparaître toutes les autres réactions — le déchaînement du discours anti-chinois à partir de 2018.

Tu sais, les think tanks se sont mis en surrégime — le financement venu du Congrès pour de nouvelles vagues de propagande, parce qu'il fallait désormais diaboliser l'autre camp. Ils avaient passé vingt ans à essayer d'intégrer la Chine dans leur programme, et maintenant ils devaient inverser le récit. Ils ne pouvaient pas admettre qu'ils s'étaient trompés, alors ils ont retourné la situation en disant que la Chine avait violé des accords, qu'elle n'avait pas agi correctement, qu'elle s'était mal comportée. Ainsi, toutes ces histoires de diabolisation ont dû être inventées et diffusées. Et au milieu de tout cela, la Chine est simplement restée immobile et a continué son chemin. Fait intéressant, pendant que tout cela se produisait, beaucoup de personnes sympathisant avec la Chine se plaignaient que les réponses chinoises à la propagande occidentale étaient désespérées.

Et pourtant, la Chine a simplement continué à faire ce qu'elle faisait. Elle avait son propre rythme, son propre style. Et je pense qu'en fin de compte, si l'on regarde les dix dernières années, s'il y a bien une chose qui est restée relativement stable dans un monde en perpétuel bouleversement, c'est la Chine. Et je pense que cela n'a pas seulement servi explicitement les intérêts de la Chine, selon ses propres calculs, mais que cela a aussi été consciemment cultivé pour envoyer un message au monde : dans la tempête, nous sommes un roc et nous tiendrons bon, même si le monde traverse tous ces changements tumultueux — parce que nous savons qu'au bout du compte, les pays du monde entier, tout comme le peuple chinois, ont besoin d'un point d'ancrage.

Et c'est pour cela qu'elle tient bon — parce qu'à un moment donné, on ressort, tu sais, la tempête passe, et il faut voir ce qu'il en reste. Être présent quand la tempête se dissipe, pour que les pays puissent s'y rattacher, fait partie des choses auxquelles la Chine aspire. Et c'est ce que nous observons aujourd'hui. Le Canada tend la main, le Royaume-Uni tend la main, les Allemands ont tendu la main sur le plan industriel au cours des douze derniers mois. Sans parler du fait que les

exportations chinoises vers l'Afrique, l'ASEAN et le Sud global ont augmenté. Ainsi, la Chine a été le seul élément constant qui est resté solide, relativement stable, prévisible et, en fin de compte, du point de vue chinois, porteur d'un message de fiabilité. En revanche, il y a l'Occident déchaîné.

#Lena

Oui, et j'allais justement le souligner aussi, comme vous l'avez mentionné. J'apprécie vraiment que vous ayez mis en contraste l'approche de la communication et du message aux États-Unis et, en réalité, en Chine — mais aussi dans le reste du monde. Je pense que Washington a été tellement incohérent que tout le monde a appris à remettre en question la validité des déclarations et à se demander ce qui arrivera demain. Est-ce que cela va changer demain ? Vont-ils simplement se contredire à nouveau ? Alors que si l'on regarde la Chine, la Russie, et même d'autres pays en Europe — comme la Hongrie, par exemple — leur communication a été plus cohérente sur un certain nombre de sujets.

Il existe donc clairement un contraste important dans la manière dont les pays et les dirigeants abordent ces questions, ainsi que dans les défis et les changements que nous observons actuellement. Mais pour la Chine, il semble que les principaux points d'intérêt demeurent Taïwan, le contrôle des technologies et l'application des sanctions, en ce qui concerne ses relations avec les pays occidentaux. Leur discours sur ces trois sujets est resté cohérent. Si l'on en prend un, par exemple — Taïwan, le contrôle des technologies ou l'application des sanctions — pensez-vous que l' un de ces trois points, ou peut-être un autre que j'aurais omis, fasse partie des discussions qui ont actuellement lieu entre la Chine et le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres États occidentaux ?

#Warwick

La question de Taïwan est assez particulière — j'y reviendrai dans un instant. Pour les autres sujets, il s'agit fondamentalement de la manière dont les pays interagissent économiquement entre eux. L' idée d'imposer des sanctions sur la technologie, essentiellement pour freiner le développement de la Chine, a bien sûr été très mal accueillie à Pékin. Et au final, je pense que cette stratégie s'est révélée être un échec si l'objectif était de ralentir le développement économique et technologique chinois. En réalité, cela a catalysé une intensification des activités de recherche, de développement et de commercialisation en Chine, au sein d'un large éventail d'organisations, au point que dans de nombreux domaines — en particulier les semi-conducteurs — l'écart est désormais très, très faible.

Et en réalité, lorsque l'on examine le système dans son ensemble — en tenant compte de l' intégration logiciel–matériel, de l'efficacité énergétique, et ainsi de suite — on constate, je pense, un environnement où la productivité chinoise, portée par sa production de semi-conducteurs, dépasse celle que l'on obtient avec l'infrastructure technologique américaine. Ainsi, même si la Chine a rencontré certaines contraintes dans certaines parties de son environnement technique, elle les a surmontées ou compensées en devenant plus performante dans d'autres domaines. Je ne pense pas

que cette stratégie ait particulièrement bien fonctionné. Elle a également exposé l'Occident à des mesures de rétorsion en réponse aux tarifs annoncés le 2 avril de l'année dernière.

Et la Chine a riposté — et avec force. Nous avons assisté à une brève période d'escalade des deux côtés, mais cela a finalement conduit à une sorte de détente, un retour à la situation du 1er avril. Beaucoup de gens, je suppose, se sont concentrés sur la question des terres rares, et il ne fait aucun doute que cela a joué un rôle crucial. Mais je pense que ce que la question des terres rares a réellement révélé, c'est la différence entre une économie fondée sur la capacité à exploiter et transformer les ressources matérielles, et un système économique largement basé sur des reconnaissances de dette — des promesses de paiement, de l'argent.

Et c'était là le véritable contraste, car le fait est que si les gens pensent que les terres rares représentent le début et la fin de l'exposition américaine aux limites de l'économie matérielle, ils seront très choqués et surpris s'ils creusent un peu. Dans presque tous les domaines de l'activité industrielle et même des services aux États-Unis, le système économique dépend fortement d' apports venus du monde entier. Ce n'est donc pas seulement une question de terres rares — il y a tout un tas d'autres éléments également. La question de Taïwan est, en réalité, une question de souveraineté nationale.

Ainsi, en ce qui concerne les Chinois — et j'entends littéralement des deux côtés du détroit, dans l' ensemble —, la question de Taïwan a toujours porté sur la gouvernance d'une seule Chine et sur qui détient le pouvoir de décision. Entre 1945 et 1979, et même avant, les Nations unies et, pour certains autres pays, l'administration basée à Taipei sous la bannière de la République de Chine revendiquaient le gouvernement de toute la Chine, même si elle ne contrôlait manifestement pas le continent. Mais c'était le gouvernement de l'ensemble d'une seule Chine, et il était reconnu comme tel. Le changement survenu dans les années 1970 ne signifiait pas qu'il n'existait plus une seule Chine ; tout ce qui s'est passé, c'est que la reconnaissance du seul gouvernement de cette Chine unique a changé.

Mais cela n'a pas vraiment résolu la question, au fond, de la guerre civile. Vous savez, sans entrer dans des détails trop ennuyeux, à bien des égards, la guerre civile a continué à couver, avec des escarmouches et des incidents tout au long des années 1950 et 1960. L'administration sur l'île elle-même a d'ailleurs maintenu jusqu'au début des années 1990 l'idée que son objectif était de se préparer à, vous savez, reprendre le continent. En 1991, elle a adopté une politique défensive. Mais avant cela, elle avait en réalité une vision offensive — celle d'aller combattre les communistes avec l' aide de l'Amérique, aide qui, soit dit en passant, ne viendrait jamais. Mais elle comptait se rendre sur le continent, le reprendre et reconquérir toute la Chine.

Et si l'on remonte dans les archives historiques pour regarder certaines interviews — comme celle où Tchang Kaï-chek a accordé un entretien à *60 Minutes* au début des années 1970 — on peut voir qu'il existait une vision claire selon laquelle l'administration de Taipei représentait l'administration d' une seule Chine, avec l'intention manifeste de terminer la guerre civile et de vaincre les

communistes. Cela ne s'est pas produit. Et bien sûr, nous savons maintenant que depuis le début des années 1980, le continent s'est développé économiquement à pas de géant. Sur le plan militaire, il est aujourd'hui dans une position pratiquement inattaquable dans cette partie du monde. Ainsi, la question de Taïwan, je doute qu'elle devienne jamais une monnaie d'échange. Je sais que certains en parlent dans les commentaires publics — qu'elle pourrait être négociée — mais il n'y a aucune chance que Pékin échange ce qu'il considère comme un territoire souverain. Pourquoi le ferait-il ? Il ne le fera pas.

Taïwan, en tant que partie d'une nation souveraine, n'est pas une monnaie d'échange. Beaucoup d' autres choses peuvent le devenir — les embargos commerciaux, les restrictions technologiques, et tout cela — mais pas la souveraineté. Donc, les personnes qui évoquent l'idée que les États-Unis et Pékin pourraient conclure un grand accord autour de Taïwan, à mon avis, se bercent d'illusions, ainsi que tout le monde, en partie parce qu'elles ne comprennent pas fondamentalement la nature de la question. Mais il y a un problème pour ceux qui restent sur l'île : les doutes grandissent quant à la volonté des États-Unis d'être là, euh, pour « les défendre », et cela malgré le fait que Washington approuve la vente de plus en plus de matériel, alors que le gouvernement de l'île ne peut pas le payer, et que le complexe militaro-industriel américain est de toute façon incapable de le fournir. C' est plus du théâtre que de la réalité. Et je pense que nous arrivons à un point où une prise de conscience croissante se développe parmi les habitants de l'île : le statu quo a tellement changé qu'il est temps pour eux de parvenir à un accord avec le continent.

Et ce que sera ce règlement fait l'objet, sans aucun doute, d'un débat et d'une discussion entre les deux rives, mais le moment est venu de parvenir à un accord après tant de décennies de conflit et de guerre civile non résolue. Les États-Unis joueront un rôle moindre avec le temps, et les habitants de l'île commencent à le comprendre. La plus grande crainte des gens — et la guerre en Ukraine, je pense, l'a vraiment mis en évidence —, c'est que beaucoup parlent des leçons tirées de l'Ukraine de toutes sortes de manières, mais la véritable leçon pour beaucoup dans le contexte du détroit est : ne pas se laisser utiliser, ne pas servir de chair à canon, ne pas être envoyé en première ligne pour mener la guerre de quelqu'un d'autre.

Résolvez vos propres problèmes, et faites-le pacifiquement, car il existe des moyens pour que des personnes de bonne volonté trouvent réellement des solutions de compromis que chacun peut accepter. Ce n'est que lorsque des tiers décident de s'impliquer et d'exploiter les tensions à leur avantage, pour creuser des divisions, que les choses peuvent mal tourner. Et je pense que c'est là la grande leçon : ne soyez pas un intermédiaire, et ne soyez pas un pion. Trouvez des moyens de renouer le dialogue et de régler ce qui est, de toute évidence, une question qui dure depuis plusieurs décennies. Le moment est venu — que cela prenne, disons, deux ans ou les vingt prochaines années — d'y parvenir. Ce sera aux populations des deux côtés du détroit de le faire. Et je pense que l' Occident jouera un rôle de moins en moins important dans la manière dont cela se déroulera.

#Lena

Je ne pourrais pas être plus d'accord avec toi. Je pense que la guerre en Ukraine a vraiment mis en lumière le côté sombre de la politique étrangère des États-Unis lorsqu'il s'agit de mener des guerres par procuration. Et bien que la guerre en Ukraine ne soit pas la première guerre par procuration que les États-Unis ont directement financée — et peut-être pas la dernière — elle a révélé au grand jour le coût humain, non seulement de la corruption en Ukraine qui a permis que cela se produise, mais aussi de la politique étrangère américaine dans sa nature interventionniste et très agressive.

#Warwick

Les gens connaissent les tactiques maintenant, non ? Les gens connaissent les tactiques. C'est visible pour tout le monde. Et, écoute, avant les réseaux sociaux, ce n'était pas aussi connu, évidemment, mais il est désormais indéniable que les États-Unis ont un certain manuel qu'ils utilisent dans différentes sociétés. On l'a vu se dérouler à Maïdan et au-delà, tout du long. Ce manuel n'est pas compliqué — et la raison pour laquelle il ne l'est pas, c'est qu'il a fonctionné. N'oublions jamais qu'il a fonctionné. Ce manuel a fonctionné pendant des décennies après la Seconde Guerre mondiale, que ce soit en Amérique latine, en Europe ou à travers l'Asie également. Il a fonctionné. Il a provoqué des divisions. Il a exploité des divisions.

Cela a permis aux États-Unis de maintenir les parties en guerre les unes contre les autres, créant ainsi des opportunités pour eux-mêmes — qu'il s'agisse d'opportunités économiques ou de moyens de faire pression sur un camp contre l'autre. Donc, la stratégie a fonctionné. Mais cette stratégie est désormais évidente pour tout le monde. Et une fois que l'on comprend quelle est cette stratégie, on commence à voir comment on en a soi-même été victime. Je pense que cette prise de conscience commence à se faire chez de plus en plus de gens, en particulier sur l'île de Taïwan, qui réalisent qu' ils ont été utilisés depuis longtemps. Je comprends que certaines personnes soient passionnées et idéologiquement attachées à l'indépendance et à tout ce qui s'y rattache, mais la vérité, c'est que la plupart des gens ne le sont pas, n'est-ce pas ?

Et la plupart des gens sont soit indifférents et veulent simplement que la vie continue — ce qui est compréhensible, tu sais, qu'on les laisse simplement poursuivre leur vie. D'autres veulent voir une résolution. Et le besoin de résoudre ce problème, je pense, devient plus urgent. Je ne veux pas dire demain ; comme tu l'as dit, cela pourrait prendre vingt ans. Mais on en est arrivé à un point où la compréhension de la manière dont ce schéma est mobilisé pour créer des divisions et causer des problèmes aux gens fait que de plus en plus de personnes disent : « En fait, nous ne voulons pas être instrumentalisés. » Oui, il y a eu un conflit de longue date, mais ce conflit n'est dans l'intérêt à long terme de personne, et nous devons trouver un moyen de l'apaiser — de le résoudre.

Et maintenant, nous savons que lancer ces discussions est toujours difficile, n'est-ce pas ? Parce qu'il y a de la rancune, des hostilités enracinées, toute cette animosité attisée depuis des décennies, et les gens campent sur leurs positions. Abandonner sa position est difficile, car on risque de perdre la

face et sa réputation. Mais en réalité, personne ne veut être instrumentalisé — surtout pour mener la guerre de quelqu'un d'autre. Personne ne veut mourir pour les Américains. Et je pense que nous commençons à le constater aussi.

Alors, vous savez, le KMT — le parti de gouvernement de longue date de la République de Chine — jusqu'à récemment, son vice-président était en Chine la semaine dernière, participant à des échanges au niveau d'un groupe de réflexion. Et la nouvelle présidente du KMT parle en fait de la nécessité de renouer le dialogue avec le continent. Elle dit même explicitement que, vous savez, nous sommes tous Taïwanais et aussi Chinois. C'est une proposition choquante pour les partisans de l'indépendance, car ils ont passé 25 ans à essayer de se dissocier de l'identité chinoise. Et donc, vous savez, cette idée d'identité taïwanaise — que beaucoup de gens, et vous en êtes conscient, car c'est exactement le même type de stratégie qui a été déployée en Ukraine également, n'est-ce pas ?

Exactement le même scénario : se dissocier de l'héritage. « Nous avons notre propre identité ; nous n' avons aucun lien avec autre chose. » Ce qui, bien sûr, est très difficile, parce que… eh bien, je vais vous donner un exemple. Récemment, il y a eu une œuvre d'art, une magnifique sculpture en jade représentant un chou vert, en réalité. Elle provient du Musée national de Taipei. Elle a voyagé à travers le monde et vient tout juste d'être renvoyée à Taipei. Et, bien sûr, Taipei en est très fier, parlant de ce trésor extraordinaire présenté au monde entier. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que ce trésor vient de la cour impériale de Pékin, sous la dynastie Qing.

Et c'est de là que cela vient. C'est le lien, bien sûr, avec l'héritage chinois. Ce sont les contradictions qui apparaissent lorsque l'on veut revendiquer des siècles, voire des millénaires d'héritage, tout en cherchant en même temps à s'en détacher. Et c'est pour cela que tout s'effondre — on ne peut tout simplement pas soutenir une telle position. Plus je parle aujourd'hui avec des habitants de l'île, de tous âges, plus ils se rendent compte qu'au fond, quand les choses se corsent, ils sont chinois. Et c' est, en un sens, l'effondrement très significatif de la tentative de cultiver une identité alternative.

Et cela ne veut pas dire qu'ils se considèrent comme Chinois exactement de la même manière qu' une personne d'une autre province de Chine. En réalité, il y a une telle diversité à travers la Chine que les gens se perçoivent aussi comme provinciaux, n'est-ce pas ? Vous savez, les habitants du sud et du nord ont une sensibilité différente sur beaucoup de choses, tout comme les gens de l'île de Taïwan. Mais de plus en plus, on prend conscience qu'ils possèdent une profondeur d'héritage dans laquelle ils peuvent puiser, et qui fait en réalité ce qu'ils sont — des milliers d'années d'histoire. Cela est en train de se réaffirmer. On ne peut pas effacer ce genre de chose facilement.

Vingt-cinq ans, trente ans — on ne peut pas effacer cela. Et donc, cela revient, et cela crée un élan culturel pour rouvrir la question des relations entre les deux rives. Comment résoudre cela ? C'est la question que les gens se posent. Ce n'est plus : « Eh bien, vous savez, nous voulons nous dissocier. » La question est : comment redevenir un tout, tout en reconnaissant le passage du temps et ce que ce passage implique ? C'est la question à laquelle les Chinois des deux côtés du détroit devront nécessairement répondre au cours des prochaines années — comme je l'ai dit, cela pourrait être

dans cinq ans, cela pourrait être dans vingt ans — mais la question sera abordée. Elle ne le sera simplement pas comme un atout de négociation américain.

#Lena

La question de Taïwan est absolument fascinante, et j'apprécie vraiment que vous nous donniez un aperçu du contexte historique ainsi que de la dynamique actuelle entre Taïwan et la Chine. Je trouve cela absolument passionnant, et j'aimerais beaucoup en discuter dans un épisode séparé. Je pense que nos spectateurs apprécieraient vraiment cela et tireraient profit de ces informations. Cela mérite certainement un épisode à part entière — voire deux ou trois, probablement. Mais peut-être que, pour les besoins de la vidéo d'aujourd'hui, la dernière question sur laquelle j'aimerais avoir votre avis concerne la prochaine visite de Donald Trump en Chine.

Nous savons donc qu'il était très contrarié lorsque Carney est parti, et qu'il en a fait toute une histoire — disant, vous savez, que Carney est un gouverneur et tenant le discours habituel. Puis le Premier ministre Starmer est parti à son tour, et Trump n'était pas content non plus, pour les raisons évidentes que nous venons d'évoquer. Maintenant, lui-même va se rendre à Pékin très bientôt, si je comprends bien, d'ici les prochains mois. Selon vous, quels sont les principaux objectifs de Pékin pour cette visite ? Et qu'est-ce que Trump cherche vraiment à obtenir ?

#Warwick

Je pense que les objectifs de Pékin consistent essentiellement à stabiliser la relation — ce qu'ils appelleraient probablement normaliser la dynamique entre Washington et Pékin. Ils veulent des canaux de communication fonctionnels et fiables, ainsi que des relations économiques prévisibles, non soumises à des caprices arbitraires. Ce sont les types de résultats que Pékin cherchera, selon moi, à atteindre. En même temps, ils ne se laisseront pas bousculer. Et je ne pense pas que le président Trump, en se rendant à Pékin, soit en position de faire pression sur la Chine — nous l' avons vu l'année dernière. Mais ce qui est intéressant, c'est que le président Trump sera à Pékin, et je doute qu'il y aille pour tenter de bousculer la Chine pendant sa visite, pour commencer. L'autre chose à garder à l'esprit, c'est qu'il s'agira probablement de l'une des quatre rencontres que les dirigeants des deux pays auront cette année, ce qui est assez inhabituel.

Et je pense qu'il existe des opportunités. Si nous adoptons une perspective optimiste, il y a des chances de procéder à d'importants réajustements et à des stabilisations — que ce soit au niveau des échanges entre les peuples ou des collaborations en recherche et développement dans le milieu universitaire. Bien sûr, il y a des sujets qui préoccupent particulièrement les États-Unis, comme la question des stupéfiants et du fentanyl, et je pense que nous commençons à observer des résultats significatifs à ce sujet — au point que le nombre de décès par overdose aux États-Unis a considérablement diminué. Et cela, je crois, montre clairement que lorsque Washington et Pékin parviennent à se concentrer et à travailler ensemble, des résultats importants peuvent être obtenus — des résultats que les dirigeants des deux pays souhaitent véritablement voir se concrétiser.

Je pense que nous allons voir — enfin, j'aimerais penser que nous verrons une certaine stabilisation et consolidation des relations économiques. Le défi auquel Pékin est toujours confronté avec Washington, surtout en ce moment, c'est la question de la fiabilité. Ce que le président dit un jour reste-t-il valable le lendemain ? Au cours des douze derniers mois, nous avons constaté un schéma où ce qui est affirmé un jour est souvent modifié le lendemain. Et je ne parle pas seulement de la Chine — nous voyons cela dans bien d'autres domaines aussi. Nous en avons parlé plus tôt : un jour, il est acceptable que le Canada conclue un accord avec Pékin, et le lendemain, ça ne l'est plus. Donc, je pense qu'une des préoccupations de Pékin vis-à-vis de Washington aujourd'hui, c'est que Washington lui-même manque de clarté institutionnelle.

Mettons de côté les penchants personnels du président Trump et son style propre — mettons tout cela de côté — Washington, en tant qu'institution, ne semble pas avoir une clarté d'objectif. Elle a une motivation émotionnelle : nous voulons être les premiers, nous devons empêcher les autres de l'être. Mais elle ne possède pas réellement d'objectif de politique publique institutionnalisé. Il n'y a aucune clarté sur la manière dont elle souhaite se rapporter aux institutions du monde. Ses relations commerciales avec le reste du monde sont régies par des slogans simplistes autour des déficits et des tarifs douaniers. Ce n'est pas une façon d'avoir une stratégie économique à long terme qui réponde aux ambitions de Washington tout en lui permettant de fonctionner correctement au sein d'un écosystème mondial.

Voici donc, selon moi, les défis auxquels Pékin est confronté. Que veut Trump, au fond ? Eh bien, je pense que le président Trump recherche surtout ce qu'on pourrait appeler des victoires médiatiques — des annonces, des choses qu'on peut graver sur une plaque et accrocher au mur — des marques de reconnaissance du président Trump en tant que figure historique. Il cherche donc des occasions de photos et des annonces officielles, c'est vraiment le genre de choses que ce président a tendance à privilégier. Et je ne pense pas que ce soit si difficile à satisfaire. Du point de vue de Pékin, ils sont tout à fait disposés à laisser le président Trump obtenir la lumière qu'il cherche, tant que les objectifs plus larges de stabilité et de prévisibilité sont atteints.

Et nous en avons vu un aperçu lors de la réunion de l'année dernière à Busan, en Corée, lorsque les dirigeants se sont réunis et ont au moins apporté une certaine méthode à leurs interactions, n'est-ce pas ? Une grande partie de cela consiste à avoir une méthode — disposer de canaux, de lignes téléphoniques auxquelles on répond. Quand les gens utilisent certains mots, ils veulent dire certaines choses. Et je pense que nous pouvons espérer voir ce genre de chose se consolider à l'avenir. Et si, du point de vue mondial, nous pouvons voir cela se produire cette année à travers les diverses interactions entre le président Xi et le président Trump, alors, vous savez, le monde dans son ensemble pourra peut-être pousser un petit soupir de soulagement en constatant qu'il existe au moins un certain niveau de détente et d'engagement civilisé qui ne dégénérera pas en conflit ouvert.

#Lena

Docteur Warwick Powell, merci beaucoup d’être avec nous. C’est toujours un grand plaisir de discuter avec vous, et j’ai hâte de vous recevoir à nouveau dans l’émission très bientôt.

#Warwick

Ravi d’être avec vous.